

LA COMMUNAUTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC Aujourd'hui, Vol 10 No. 2 Août 2007

A L'INTERIEUR...



Accélérer le Développement de l'Infrastructure

par Joseph Ngwawi

LES ÉTATS membres de la SADC intensifient la provision d'infrastructure régionale, fondation critique pour la réalisation rapide des objectifs d'intégration régionale.

Une infrastructure d'intervention de soutien a été placée au coeur du programme de renforcement communautaire de la région et des efforts concertés sont entrepris afin de garantir la disponibilité d'un système intégré, efficace et rentable pour soutenir le développement économique et le commerce régional.

A cette fin, la priorité a été accordée à cinq domaines d'intervention, tels que contenus dans le Plan Stratégique Indicatif de Développement – Plan directeur de la SADC sur 15 ans. Il s'agit de la production d'énergie, du transport, de la technologie de communications et de la météorologie, de l'infrastructure hydraulique, et du tourisme.

Ceci dans le but de garantir la disponibilité d'approvisionnements en énergie fiable et à moindre coût, et la provision de systèmes de transport, communications et météorologie efficaces et rentables.

L'infrastructure hydraulique est une priorité, y compris la promotion du développement et de la

gestion de ressources hydrauliques intégrées ainsi que leur distribution équitable pour un bénéfice mutuel; il est également prévue une promotion jointe du tourisme afin de parvenir à un développement socio-économique durable et en tant que motivation pour la préservation des ressources naturelles de la région.

suite page 2

Des objectifs commerciaux réalisables

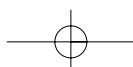
par Munetsi Madakufamba

A L'AUBE de l'année 2008, la région de la SADC prépare une nouvelle méthode pour réaliser des transaction commerciale.

La Zone de Libre Échange de la SADC (ZLE) sera inaugurée l'année prochaine dans ce qui sera un développement capital pour les 240 millions de citoyens de la SADC, aube d'une nouvelle époque de coopération régionale et de développement socio-économique.

suite page 4

POLITIQUE	3
INFRASTRUCTURE & SERVICES	4-5
AFFAIRES	6
ÉVÈNEMENTS	7
HISTOIRE	8



Accélérer le Développement de l'Infrastructure

suite de la page 1

Des progrès importants ont été réalisés pour améliorer le niveau et la qualité de l'infrastructure dans la région de façon à attirer des investissements, une compétitivité accrue et promouvoir le commerce.

Cependant, des difficultés considérables d'une nature politique, économique et financière ainsi qu'institutionnelle sont la cause des retards dans la mise en oeuvre de projets d'infrastructure régionaux identifiés.

Dans le domaine de l'énergie, le regroupement d'énergie a figuré au coeur des initiatives régionales. L'objectif est d'atteindre 100 pour cent de connectivité du réseau régional d'énergie pour tous les états membres d'ici 2012 et d'atteindre un taux de 70 pour cent d'électrification pour tous les foyers ruraux d'ici 2018.

Des efforts sont déployés pour relancer la capacité de production d'électricité de l'Afrique Australe, avec presque 50 projets à court et à long terme actuellement en cours et destiné au développement futur.

Les nouveaux projets identifiés jusqu'à maintenant ont le potentiel d'augmenter la capacité de production totale d'électricité de la SADC de plus de 42 000 megawatts (MW) entre 2007 et 2027. La capacité actuelle combinée se monte à 52 743 MW seulement, desquels 41 000 MW constitue la capacité garantie disponible pour distribution aux consommateurs contre une demande de 42 000 MW.

Le but ultime est de transformer le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) de coopératif à compétitif et de créer un marché régional pour l'électricité.

La région est en cours de faciliter le développement d'autres ressources d'énergie telle que celle dérivée de la biomasse et le combustible organique, dans le but d'augmenter la capacité du secteur de l'énergie.

Pour renforcer l'auto-suffisance en ressources pétrolières et gazeuses, l'Afrique Australe entreprend également l'exploration jointe au

développement de ces matières premières.

La coopération dans ce domaine inclue l'harmonisation des politiques, règlements et législation pour faciliter le commerce transfrontalier, et améliorer la capacité d'utilisation et de liaison de l'approvisionnement de produit pétrolier dans le marché mondial.

Les systèmes de transport de la région, en particulier les chemins de fer, furent initialement construits afin de rayonner à partir des ports côtiers dans le but de permettre aux anciens pouvoirs coloniaux d'accéder/et contrôler les régions enclavées. Lorsque les centres urbains et industriels commencèrent à se développer, le focus se porta sur le transport intérieur.

Cependant, d'un point de vue régional, l'importance des artères routières ou des corridors à base portuaire demeure essentielle pour les pays enclavés, en particulier en ce qui concerne le commerce international. Des investissements récents et en cours sont supposés accroître l'échantillon de choix d'acheminements vers l'océan par route, voies ferroviaires et systèmes portuaires de capacité adéquate.

De même, il y a eu un intérêt considérable dans le transport basé sur les corridors, qui relient les ports et leurs routes et voies ferroviaires aux investissements dans le domaine de l'industrie, des opérations minières, de l'agriculture et du tourisme.

Ces initiatives sont le Corridor de développement de Maputo à travers le Mozambique et l'Afrique du Sud, et le Corridor TransKalahari qui connecte le port namibien de Walvis Bay à la région industrielle enclavée de l'Afrique du Sud, complétant ainsi une route de transport reliant les côtes est et ouest de la région.

Le concept a été introduit aux autres corridors reliant les ports régionaux avec leur arrière pays, et est développé dans toute la région.

Beaucoup a été investi pour faciliter le développement d'infrastructure hydraulique, particulièrement des projets d'ensemble des larges bassins

intégrés et l'amélioration de la structure juridique et réglementaires aux niveaux nationaux et régionaux dans le but d'assurer l'harmonisation des politiques et législation.

Le Protocole de la SADC sur les cours d'eau communs, en vigueur depuis septembre 2003 après la ratification par deux-tiers des États Membres de la SADC, fut instrumental au renforcement de la coopération dans la gestion commune des 15 bassins riverains et l'élimination de conflits impliquant les ressources hydrauliques.

Une infrastructure robuste pour le tourisme est également considérée comme un élément vital pour le renforcement de l'intégration régionale et du développement. L'introduction d'un visa universel d'ici 2009 figure parmi les objectifs des états membres de la SADC.

Le système SADC Univisa facilitera la circulation intra-régionale par le biais de l'élimination des restrictions de

voyage et d'obtention de visa, l'harmonisation des procédures d'immigration pour les citoyens de la SADC, ainsi que la facilitation du mouvement transfrontalier des touristes internationaux dans le but d'accroître la part de l'Afrique Australe dans le monde du tourisme.

La finalisation de l'harmonisation des politiques de tourisme et d'immigration, de la législation et des standards est prévue d'ici 2009.

Encouragés par le Protocole sur la Facilitation du Mouvement des Personnes dans la SADC signé en août 2005, au moins sept pays de la région ont signé les accords bilatéraux stipulant la suppression des conditions préalables de visa pour les citoyens des autres états membres.

Les Zones de Préservation TransFrontière sont également importantes pour la promotion jointe du tourisme en Afrique Australe, en prévision de la Coupe du Monde FIFA qui aura lieu dans la région en 2010. □

Les corridors offrent des routes commerciales et plus

LES RÉSEAUX de corridor régionaux sont la base sur laquelle l'infrastructure nécessaire est développée pour améliorer la qualité des liens de transport régionaux grâce aux Initiatives de Développement Spatial (IDS).

Les initiatives des corridors comprennent également un programme sur la Facilitation du Commerce dans les Corridors, visant à minimiser les retards en zone de transit ainsi qu'aux postes frontières le long des corridors.

Ceci a le potentiel d'accroître l'usage de l'infrastructure de transport déjà existante et de réduire le coût des transactions, renforçant ainsi la compétitivité de la SADC dans le commerce et la productivité.

Les projets prioritaires de développement de l'infrastructure de corridor ont déjà été identifiés et insérés dans le Plan NEPAD d'Action à Court Terme, notamment le Lobito, le Trans Cunene, le Trans Caprivi, les voies fluviales Shire Zambezi, et les corridors de Mwatara et Nacala. □



Intégration économique, développement d'infrastructure priorité maximum pour la SADC

LES CHEFS d'États et de Gouvernement de la SADC ont tenu une séance de brain-storming durant le Sommet 2007 qui porte sur « l'Augmentation de la Mise en Oeuvre du Développement d'Infrastructure Régionale dans la SADC ».

La séance de brain-storming survient au moment opportun, à la veille de l'instauration de la Zone de Libre Échange (ZLE) de la SADC prévue pour 2008. Avec l'approche de la ZLE, en plus de l'établissement d'un Syndicat des Douanes en 2010 et d'un Marché Commun en 2015, le développement d'infrastructure est central pour la promotion du commerce intra-régional et le renforcement de la capacité de fabrication de la région.

La séance sur l'infrastructure fera fonds des engagements pris par les dirigeants de la SADC durant un atelier similaire de brain-storming sur l'« Augmentation de la Mise en Oeuvre du Développement d'Infrastructure Régionale dans la SADC », organisé durant le Sommet 2006 au Lesotho.

Les résultats de la session du Lesotho furent la ré-affirmation des jalons relatifs à la mise en vigueur du Protocole de la SADC tels que décrits dans le Plan Stratégique Indicatif de Développement (RISDP). Le RISDP est le plan directeur régional pour le



Président entrant de la SADC, Président Levy Patrick Mwanawasa de la Zambie (gauche), président sortant de la SADC, Premier Ministre Pakalitha Mosisili du Lesotho (droite).



développement de la SADC sur 15 ans.

La séance de brain storming de Lusaka découlera également du Sommet Extraordinaire tenu dans le Midrand, Afrique du Sud en octobre 2006 afin, entre autres, d'examiner le statut de l'intégration économique régionale et d'identifier les mesures nécessaires pour accélérer la mise en oeuvre du programme d'intégration économique de la SADC, spécifiquement la Zone de Libre Échange et le Syndicat des Douanes.

Remarquant que le programme d'intégration était amorcé, le Sommet Extraordinaire a souligné le besoin de mobiliser des ressources de manière à aborder les problèmes d'infrastructure, sécurité alimentaire et autres difficultés du domaine de l'approvisionnement au sein de la région de la SADC.

Le sommet du Midrand convint que le développement

d'infrastructure de soutien contribuera à l'exploitation du potentiel du commerce régional pour le bénéfice de la population de la région. C'est pourquoi les dirigeants ont réitéré le besoin de la mise en place rapide d'un Fond pour le Développement.

Étant donné la connection entre l'intégration économique et le développement d'infrastructure, les deux domaines figurent en priorité dans le programme d'action de la SADC et ceci est reflété dans les résultats des sommets de Maseru et du Midrand.

« Il ne fait donc aucun doute que nos priorités sont l'Intégration Économique Régionale et l'Infrastructure de Soutien pour l'Intégration Régionale. Nous avons pris la liberté de partager ces priorités avec nos partenaires de développement dans le contexte de la Déclaration de Windhoek d'avril 2006, » explique Tomaz Salomão, Secrétaire Général de la SADC.

C'est pourquoi la priorité donnée à l'intégration économique et au développement d'infrastructure bénéficie du soutien total non seulement des dirigeants, mais d'autres dépositaires y compris les partenaires coopérants tels que souligné par la Déclaration de Windhoek sur un nouveau Partenariat SADC-ICP approuvé lors de la Conférence Consultative de la SADC de 2006 en Namibie.

A cet égard, la mise en vigueur des deux protocoles principaux est central au Programme d'Action de la SADC. Il s'agit du Protocole sur le Commerce et du Protocole sur la Facilitation du Libre Mouvement des Personnes. La libre circulation des personnes constitue la base sur laquelle repose le commerce, et sa réalisation dépend de la disponibilité d'infrastructure de transport transfrontalier efficace et peu coûteuse.

De même, l'accès aux produits matériaux bruts et aux marchés pour l'écoulement des produits finis à prix réduits et accessibles vital pour que le commerce soit compétitif et pour l'éradication de la pauvreté dans la région sur la base d'une exportation basée sur l'expansion, est important.

Dans le même esprit, une expansion économique soutenue exige une infrastructure de communications robuste, un approvisionnement en énergie peu coûteux, et un approvisionnement en eau et un système sanitaire rentable.

Le développement d'infrastructure dans la région de la SADC devrait adresser les contraintes de l'aspect de l'approvisionnement et la maximisation d'une compétitivité productive.

De plus, le développement de l'infrastructure qui renforce l'intégration contribuera à l'émergence du rôle important de la région de la SADC en tant que pilier pour l'Union Africaine et la Communauté Économique Africaine.

C'est dans ce contexte que s'est tenue la séance de brain-storming sur l'infrastructure par les Chefs d'États et de Gouvernement. □

La SADC développe un entrepôt régional de réserve alimentaire

LE SECRETARIAT de la SADC est en cours de développer un Entrepôt Régional de Réserve Alimentaire, qui garantira les stocks physiques et les réserves financières à utiliser en période de crise alimentaire.

L'entrepôt vise à renforcer la capacité de la région de la SADC à pallier aux déficits alimentaires causés par des catastrophes naturelles telles que sécheresses, inondations et cyclones.

Les États Membres utiliseront cette option pour accéder ponctuellement aux aliments et

finances afin de minimiser l'impact des désastres sur la sécurité alimentaire.

La commission temporaire des ministres responsables de l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles a convenu lors d'une réunion en Zambie en juin que les États Membres devront mener des consultations nationales plus détaillées sur la question de l'entrepôt.

Les ministres ont examiné la situation générale sur la sécurité alimentaire dans la région et noté

que seuls 5 des 14 États Membres de la SADC avaient bénéficié d'une pluviométrie au dessus de la moyenne durant la saison 2006/07.

Il s'agit de l'Angola, la République Démocratique du Congo, le Malawi, la République Unie de la Tanzanie et la Zambie. Des récoltes médiocres sont attendues au Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zimbabwe et peut être l'Afrique du Sud, la cause principale étant la sécheresse et dans certains cas les inondation et les cyclones. □

Discussion d'une stratégie pour la Coupe du Monde 2010 par les Ministres du Tourisme

EN JUILLET, les ministres responsables du tourisme en Afrique Australe se sont réunis aux Chutes Victoria au Zimbabwe afin de discuter leur stratégie en vue des opportunités offertes par l'accueil de la Coupe du Monde FIFA 2010 dans la région. Il a été demandé aux États Membres de soumettre leurs propositions de projet sur leur participation et les bénéfices qu'ils pourraient tirer de la présence de Coupe du Monde 2010.

Les propositions de projet régionales inclueront une soumission par l'Angola concernant l'accueil de la Coupe de Football des Nations Africaines 2010.

La réunion a porté sur l'instauration d'un visa commun baptisé SADC Unvisa qui permettra aux touristes de voyager à travers la région en utilisant un seul visa.

L'Afrique du Sud, le Zimbabwe, la Zambie et le Mozambique ont signé des accords en mai dans le but de partager les profits touristiques découlant de la Coupe Mondiale FIFA 2010 grâce aux accords touristiques "Libre Frontière".

Le Conseil d'Administration du Parc Touristique de l'Afrique du Sud, le Conseil National pour Touristes de la Zambie, la Commission du Tourisme du Zimbabwe et le Conseil du Mozambique sur le Tourisme ont signé un accord lors de l'Indaba sur le Tourisme à Durban, Afrique du Sud.

L'ensemble est baptisé Destination Limpopo-Zambezi.

La coopération est basée sur le fait que la Coupe du Monde FIFA 2010 est une opportunité pour positionner la région en tant que destination touristique de choix pour les visiteurs de la Coupe du Monde.

La Destination Limpopo-Zambezi entreprendra des recherches sur le tourisme, la collecte de données et de

statistiques afin d'aider les parties à mieux comprendre le profil des voyageurs actuels et les besoins des secteurs du marché futur.

Certaines des tâches à entreprendre incluent le choix de marque pour Destination Limpopo-Zambezi, et des stratégies communes de commercialisation pour compléter les voyages organisés.

Les ministres ne purent parvenir à une conclusion sur l'Unvisa puisque les États Membres considèrent qu'il est important d'organiser une réunion multi-sectorielle au plus haut niveau impliquant les

ministères du tourisme, des affaires étrangères, de l'intérieur pour une décision commune sur la question, puisqu'il s'agit d'une affaire transversale. □



Des objectifs commerciaux réalisables

suite de la page 1

Au sein de la structure de la ZLE, la région de la SADC espère éliminer les barrières sur la totalité du commerce intra-régional. Le but est de garantir que 85 pour cent de la majeure partie du commerce intra-régional soit à un tarif nul d'ici 2008.

Les États Membres demeurent confiants dans leur préparation visant à éliminer les obstacles non résolus pour réaliser les objectifs fixés.

Depuis l'an 2000, les pays de la SADC mettent en oeuvre un programme vers la création de la ZLE en 2008, un Syndicat des Douanes d'ici 2010, un Marché Commun en 2015 et une Union Monétaire en 2018.

Au Sommet des Chefs d'États et de Gouvernement de la SADC au Lesotho en août

2006, le rythme d'exécution du programme d'intégration économique de la SADC a posé quelques inquiétudes. D'où la nomination d'une Équipe Spéciale Ministérielle chargée de rédiger un compte rendu qui fut présenté au Sommet Extraordinaire des Chefs d'États et de Gouvernement au Midrand, Afrique du Sud, en octobre 2006.

Le Sommet d'octobre a réaffirmé l'engagement de la région pour atteindre les jalons commerciaux, prenant note de plusieurs obstacles qui devront être surmontés.

"Le Sommet a noté les progrès accomplis pour réaliser la ZLE et a conclu que le Programme de Zone de Libre Échange de la SADC est en court et sera inauguré comme prévu en 2008." explique en partie le communiqué.

Cependant, le Sommet a remarqué que les habitudes commerciales de la SADC impliquent principalement les matières premières, d'où la nécessité de diversifier les économies nationales et d'accroître le commerce et l'expansion intra-régional.

Le Sommet 2007 de Lusaka est supposé examiner les progrès et donner un nouvel élan pour les États Membres afin de compléter toutes les tâches en suspens pour que la ZLE soit lancée comme prévu.

Alors que la région de la SADC progresse vers sa vision de Zone de Libre Échange, l'une des difficultés est de réduire les barrières tarifaires et non-tarifaires conformément aux délais convenus dans les lignes de produits spécifiques. L'objectif est de garantir que 85 pour cent de tout le commerce intra-régional soit à un tarif nul d'ici 2008.

L'intégration économique au sein de la SADC est guidée par le Protocole

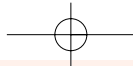
Commercial, signé en 1996 et en vigueur depuis l'an 2000.

Durant son exécution, les États Membres ont négocié un calendrier de réduction des tarifs, des règles d'origine, un mécanisme de règlement de dispute, des accords spéciaux sur les produits, l'élimination des barrières non tarifaires et l'harmonisation des douanes, de la documentation commerciale et des procédures de dédouanements.

La diminution des tarifs est basée sur un modèle de géométrie variable, prenant en compte le niveau asymétrique de développement dans les États Membres.

Les États Membres de la SADC sont à des niveaux différents de développement, avec l'Afrique du Sud beaucoup plus développée que le reste en terme de base industrielle. Les pays au sein de l'Union des Douanes de l'Afrique Australe (SACU) – Botswana, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud et





Développement d'un projet commun sur les eaux: Angola, Namibie

LE DÉBUT des travaux sur la modernisation des sources d'eau du Projet des Eaux Transfrontalière de Kunene impliquant l'Angola et la Namibie est prévu en septembre.

Le projet impliquera la modernisation des pompes hydrauliques d'un énorme réservoir dans le cadre du Projet Hydraulique Cuvelai à Oshakati qui approvisionne en eau la région nord-centre de la Namibie et des régions du sud de l'Angola.

Les services des eaux des pays se sont réunis en juillet afin d'étudier avec minutie les accords qui renforceront l'approvisionnement en eau des villes et villages frontières dans les deux pays de l'Afrique Australe.

Le projet est en partie financé par les gouvernements de l'Angola et de la Namibie avec le gros du budget provenant de KfW, une agence allemande de développement. □

Libre circulation des personnes entre le Lesotho et l'Afrique du Sud

LE LESOTHO ET l'Afrique du Sud ont convenu de permettre la libre circulation de leurs citoyens à travers leurs frontières.

L'accord sur la Facilitation du Mouvement Transfrontière des Citoyens fut signé en juin par le Ministre des Affaires Étrangères du

Lesotho, Mhlabi Kenneth Tsekoa, et le Ministre de l'Intérieur de l'Afrique du Sud, Nosiviwe Mapisa-Nqakula.

Soulignant l'importance de l'accord transfrontière, le Président sud africain, Thabo Mbeki, a souhaité la bienvenue au Premier

Ministre du Lesotho, Pakalitha Mosisili, dans son "autre pays", indiquant que nombre de sud africains considèrent le Lesotho comme tel.

"Nos deux peuples partagent la même histoire; nous sommes descendants des mêmes ancêtres, nous chantons les mêmes chansons et nos chansons de louanges saluent les mêmes aïeux", explique Président Mbeki.

Il existe une intense circulation de personnes au quotidien entre le Lesotho et l'Afrique du Sud, d'où les longues files aux postes frontière des deux pays.

Le Premier Ministre Mosisili, qui est l'actuel président de la SADC, déclare que la question de visas pour tous les citoyens de la SADC doit être examinée dans le contexte de la région en tant que "communauté" des nations, signifiant que les restrictions de circulation entre ces 14 pays devraient être encore plus assouplies.

L'accord entre le Lesotho et l'Afrique du Sud est conforme à l'approbation de 2005 par les dirigeants régionaux du Protocole sur la Facilitation du Mouvement des Personnes dans la SADC, qui vise l'élimination progressive des obstacles au mouvement des populations dans la région de la SADC. □

Lancement de la reconstruction de la ligne de chemin de fer Malawi-Zambie

LES TRAVAUX de reconstruction ont commencé sur une ligne de chemin de fer entre le Malawi et la Zambie dont l'objectif est de fournir une route vers l'Océan Indien en passant par le Mozambique.

La fin des travaux de reconstruction de 30-kms de voie ferrée entre Mchinji au Malawi et Chipata en Zambie est prévue en septembre.

"Dès septembre, les travaux seront terminés. A partir de là, nous pourrions dire que le Corridor de Nacala sera l'un des portails de notre commerce international," déclare le Haut Commissaire de la Zambie au Mozambique, Edwin Hatembo.

Le Corridor de Nacala vise à développer un corridor économique reliant le Malawi et la Zambie enclavés au port de Nacala au Mozambique.

Le raisonnement derrière l'approche en collaboration entre les deux nations est de générer des économies de taille en développant l'infrastructure connexe, le marketing, la production et en utilisant les ressources naturelles.

Environ 70 pour cent des Malawites vivent dans le corridor. L'expansion et la réhabilitation de l'infrastructure de transport sont donc nécessaires afin de débloquer l'investissement potentiel dans le corridor. □

Swaziland – se libéralisent plus rapidement, suivis de l'Île Maurice et du Zimbabwe, tandis que le reste suivra.

La réduction des tarifs est divisée en trois catégories, la première concernant les produits qui devaient être libéralisés en 2001, la seconde en 2008 et la troisième en 2012.

Des accords spéciaux furent conclus sur le commerce des produits délicats tels que le sucre, les textiles et les vêtements.

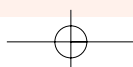
Les négociations sur les règles d'origines, qui cherchent à promouvoir l'usage des matériaux brut locaux, furent les plus compliquées, mais ont depuis été finalisées pour la plupart des lignes de produits. Les catégories les plus épineuses furent les produits à base de blé et les véhicules.

Un autre défi pour que les États Membres réalisent efficacement une Zone de Libre Échange est d'aborder la question d'approvisionnement de

commerce. Ceci exige une solide base industrielle dans chaque état membre pour la production de produits exportables compétitifs.

Le modèle de géométrie variable est supposé donner aux États Membres un délai pour ajuster et se préparer pour l'inévitable compétition dans un marché libéralisé. La question est: les États Membres ont-ils assez de temps pour se préparer au nouveau marché.

L'adhésion multiple aux Communautés Économiques Régionales (CERs) qui travaillent vers la création, ou possèdent déjà, un Syndicat des Douanes, est une autre difficulté. Certains États Membres de la SADC appartiennent au SACU, qui opère en tant que Syndicat de Douanes, tandis que d'autres appartiennent soit à la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ou au Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), qui travaillent à leur propre syndicat des douanes. □



La région prévoit un organe de gestion du pétrole

LA SADC est en cours d'instaurer une Association Régionale de gestion du Pétrole et du Gaz afin de promouvoir le commerce de carburants et d'harmoniser les standards et réglementations dans le secteur.

Selon Bashir Mrindoko, commissaire pour les affaires de l'énergie et du pétrole au Ministère de l'Énergie et des Minéraux de la Tanzanie, l'association va "créer une destination d'investissement commune accompagnée de normes et politiques environnementales harmonisées".

L'association figurait au programme depuis 2002 et prévoit d'utiliser au maximum les capacités régionales et de glâner les bénéfices de l'acquisition jointe de produit.

D'autres objectifs du projet sont la coordination des activités d'exploration d'hydrocarbure dans la région de la SADC.

Le Secrétariat de la SADC a déjà lancé un appel d'offre pour les firmes consultantes afin de réviser les données et informations existantes avec son Conseil d'Administration de l'Infrastructure et des Services.

Le consultant travaillera avec les départements de l'énergie des États Membres et autres institutions pertinentes au secteur. Parmi les tâches du consultant figurent l'identification des problèmes du pétrole et du gaz nécessitant une harmonisation et de rédiger des spécifications, règlements, et standards appropriés.



Le consultant devra également identifier les fonctions, tâches et structure de l'association régionale de gestion du pétrole et du gaz, et

offrir des conseils sur la faisabilité d'obtention un régulateur composite d'énergie régional incluant l'électricité, le pétrole et le gaz. □

La banque utilise US\$93 millions pour le projet d'énergie Malawi-Mozambique

LA BANQUE Mondiale a approuvé des lignes de crédit pour l'Association Internationale pour le Développement (AID) se montant à US\$93 million pour le Malawi et le Mozambique qui accroîtra la disponibilité et la fiabilité de l'électricité à prix bas, et

sans nuire à l'environnement dans la région de l'Afrique Australe.

La banque a déboursé US\$48 millions pour le Malawi et US\$45 millions pour le Mozambique afin de financer un projet d'interconnexion en électricité impliquant les deux pays.

En tant que seconde phase du Programme du Marché de l'Énergie de l'Afrique Australe, le Projet d'Interconnexion de Transmission Mozambique-Malawi connectera le Malawi au Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP), favorisant un commerce de l'énergie dans les deux sens entre les deux pays.

Ceci garantira une diversification très nécessaire dans l'approvisionnement en électricité du Malawi et permettra l'export de tout surplus d'énergie en phase basse. Il apportera également une nouvelle source de revenu au secteur de l'énergie du Mozambique.

Le projet fournira assistance technique, renforcement de capacité, formation, et équipement nécessaire pour la Corporation d'Approvisionnement en Électricité du Malawi (ESCOM) et Électricité du Mozambique (EDM) pour renforcer et développer les réseaux afin de maximiser les bénéfices du commerce en énergie.

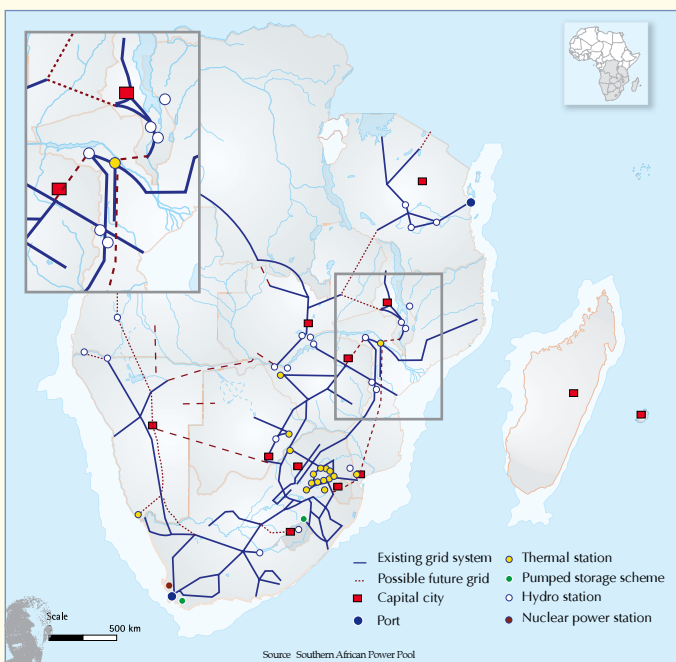
Il aidera également à remplacer un équipement usé, inadéquat, ou ancien dans le but d'éliminer les encombrements critique dans les réseaux qui pourraient interrompre la circulation d'électricité commercialisée. □

Le Mozambique acquiert une usine d'assemblage informatique

LE MOZAMBIQUE a accordé une licence à la compagnie sud africaine, Sahara Plans, afin de commencer la construction d'une usine coûtant plusieurs millions pour l'assemblage d'ordinateurs. En fin de travaux l'usine aura une capacité quotidienne de 3000 unités, dont une partie sera destinée à l'exportation.

Ce sera l'un des investissements le plus important de ce genre sur le continent africain, et il est prévu d'exporter une partie des ordinateurs fabriqués au Mozambique vers les pays voisins de la SADC, explique le Ministre des Sciences et de la Technologie du Mozambique, Venâncio Masingue.

L'unité d'assemblage sera la première phase d'instauration dans la région d'un centre de distribution pour les produits informatiques et sera une entreprise commune avec l'Institut Mozambicain des Technologies de l'Information et de la Communication, un organisme quasi-gouvernemental impliqué dans la publication, l'incubation d'entreprise et un parc scientifique. □



Southern Africa Energy Grid showing Malawi-Mozambique Inter-connecter



LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI
SADC Aujourd'hui Vol. 10 No. 2 Août 2007



SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

REDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITE DE REDACTION

Bayano Vally, Tomas Vieira Mario, Mukundi Mutasa, Alfred Gumbwa,
Joseph Ngwawi, Barbara Lopi, Clever Mafuta,
Phyllis Johnson, Sheila Chikulo, Emmanuella Matorofa

CONSEILLER A LA REDACTION

Responsable de l'unité de Communications d'Entreprise
Leefa Penehupifo Martin

TRADUCTION

Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2007

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaires de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

Abonnez vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en anglais, portugais et français à www.sadc.int et www.sardc.net

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya
Arnoldina Chironda

PHOTOS & ILLUSTRATIONS

p1, Copyright South African Tourism, D Martin APG;
p2 Xinhua Photos, UN; p4 Katherine Muick; p6 FESARTA;
p8 Zambia Daily Mail

EMISSION & IMPRESSION

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:

Le Rédacteur, SADC TODAY
SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271
sadctoday@sardcnet

ou

SADC HOJE
SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique
Tél : 250 1 400831 Fax : 258 1 491178
sardc@maputo.sardc.net

Information 21 Sites web

www.sadc.int www.sardc.net www.ips.org www.saba.co.za

Nos remerciements aux compagnies aériennes mentionnées ci-dessous pour leur assistance dans la distribution de SADC Aujourd'hui: Air Botswana, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia, South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines, Zambian Airways et Air Zimbabwe.

CALENDRIER DES EVENEMENTS

Aôut 2007
6-7 Afrique du Sud

Troisième Session Ordinaire de la Conférence des Ministres de l'Éducation de l'Union Africaine

La réunion sera suivie par les ministres responsables de l'éducation dans les 53 États Membres de l'Union Africaine. Ils discuteront, entre autres, d'une proposition sur l'établissement de partenariats stratégiques pour la mise en oeuvre du plan d'action pour la Seconde Décennie de l'Éducation pour l'Afrique.

10-13 Zambie

Commission Permanente des Officiels Supérieurs de la SADC

La commission consultative technique du Conseil des Ministres s'est réunie avant la réunion du Conseil et est présidée par le pays à la présidence de la SADC – le Lesotho.

14-15 Zambie

Conseil des Ministres de la SADC

Le Conseil est responsable de la supervision et du contrôle des fonctions et développement de la SADC et de s'assurer que les politiques soient correctement mises en vigueur. Le Conseil se compose des affaires étrangères, de la coopération internationale, du développement ou de la planification économique, et des ministres des finances de chaque État Membre. Le Conseil précède le Sommet et prépare les recommandations politiques pour adoption par les dirigeants.

16-17 Zambie

Sommet de la SADC

Le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement est l'ultime institution de décision de la SADC. Le Sommet de Lusaka assistera à la passation officielle de la présidence alternante de la SADC du Premier Ministre Pakalitha Mosisili du Lesotho au Président Levy Mwanawasa de la Zambie.

12-18 Suède

Semaine Mondiale de l'Eau

La Semaine Mondiale de l'Eau à Stockholm est le lieu principal de réunion globale annuelle pour le renforcement de capacité, le renforcement de partenariat et le suivi sur la mise en oeuvre de processus et programmes internationaux sur l'eau et le développement. Le thème de l'évènement de cette année est "Progrès et Perspectives sur l'Eau: Lutte pour la Durabilité dans un Monde en Mutation".

19-23 Afrique du Sud

Congrès Mondial sur la Bibliothéconomie et l'Information: 73rd Conférence Générale IFLA et Conseil

Organisé par la Fédération Internationale des Associations et Institutions Bibliothécaires (IFLA), le Congrès prévu à Durban examinera le rôle du secteur de la bibliothéconomie et de l'information dans le développement. Le thème est "Bibliothèques pour l'Avenir: Progrès, Développement et Partenariats".

28-30 Afrique du Sud

Conférence Afrique 2007 Action sur le Changement de Climat

Les experts environnementaux africains se réuniront pour développer des stratégies sur une position continentale afin d'incorporer des programmes d'adaptation au changement climatique dans les politiques nationales de développement. La conférence sera accueillie par le Centre de Qualité et Productivité Internationales.

Septembre

Élections Parlementaires à Madagascar

Les élections législatives sont prévues pour la fin du mois de septembre suite à la dissolution du Parlement par le Président Marc Ravalomanana.

Octobre

30-31 Nigéria

Sommet NEPAD des Chefs d'État et de Gouvernement Commission de Mise en Oeuvre

La commission se compose de Chefs d'État et de Gouvernement des 15 États membres de l'Union Africaine, une sélection de trois venant chacun des cinq régions du continent. La fonction principale de la commission est de fixer les politiques et priorités du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique. Elle se réunie trois fois par an et soumet un compte rendu annuel au Sommet de l'UA

27

ans
1980-2007

La SADC retourne à ses racines pour le Sommet 2007

C'EST LE retour aux racines pour la SADC qui revient sur le lieu où l'organisation régionale fut officiellement formée il y a plus de 27 ans.

Le Sommet 2007 des Chefs d'État et de Gouvernement a lieu au Centre International de Conférence de Mulungushi à Lusaka, Zambie – le lieu même où les dirigeants de l'Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, République Unie de la Tanzanie, Zambie et Zimbabwe se sont réunis pour former la Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe (SADCC) le 1er avril 1980.

L'objectif des dirigeants des neuf nations indépendantes était d'intégrer leurs économies. Cela a marqué un nouvel engagement pour coordonner leurs économies de manière à accélérer le développement et réduire la dépendance sur l'Afrique du Sud alors sous régime d'apartheid.

D'autres objectifs de la SADCC étaient de mettre en place des programmes et des projets ayant un impact national et régional; de mobiliser les ressources des États Membres en quête d'une auto-suffisance collective; et de s'assurer un accord et un soutien international.

Vingt sept ans après, le programme d'intégration régionale perdure et est encore plus ferme quoiqu'avec un focus renouvelé.

La transformation de SADCC à SADC, la Communauté de Développement, a eu lieu au Sommet de Windhoek, Namibie, en 1992 lorsque le Traité de la SADC fut signé, à la recherche d'une intégration régionale plus approfondie.

Lors de la rencontre des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC à Lusaka cette année, les feux de la rampe tomberont sur les efforts déployés pour augmenter le commerce intra-régional par le biais de la Zone de Libre Échange (ZLE) ainsi que la coopération dans le développement d'infrastructure.

La SADC prévoit le lancement de la ZLE en 2008, sous la direction de laquelle les États Membres espèrent ouvrir le commerce parmi les États Membres.

Le Sommet reconnaît également le rôle important joué par l'infrastructure en facilitant un commerce intra-régional plus important et l'intensification de l'intégration régionale.

Les mozambicains commémorent la victoire sur le colonialisme

LE 7 SEPTEMBRE, le Mozambique va commémorer le 33^{ième} anniversaire de la victoire de la guerre contre le colonialisme portugais.

Ce fut à Lusaka, le 7 septembre 1974 que le Front pour la Libération du Mozambique (Frelimo) et le gouvernement portugais signèrent l'accord de cessation de conflit, et pavèrent la voie d'une indépendance totale neuf mois plus tard.

La date est célébrée en tant que " Journée de la Victoire" et est un jour férié. Les événements de la journée incluent automatiquement le dépôt des gerbes au Monument des Héros Mozambicains, où sont inhumés le premier dirigeant du Frelimo, Eduardo Mondlane, et le premier Président du pays, Samora Machel.



Avril 1980, les présidents Kenneth Kaunda, Ketumile Masire et Julius Nyerere avec le Premier Ministre désigné du Zimbabwe, Robert Mugabe, lors du Sommet fondateur de la SADCC à Lusaka.

Jours Fériés dans la SADC pour la période août – octobre 2007

1er août	Journée des Parents	RDC
6 août	Journée des Fermiers	Zambie
8 août	Journée de Paysans	Tanzanie
9 août	Journée Nationale de la Femme	Afrique du Sud
13 août	Journée des Héros	Zimbabwe
14 août	Journée des Forces de Défense	Zimbabwe
15 août	Journée de l'Assomption	Madagascar
26 août	Journée des Héros	Namibie
6 septembre	Journée Somhlo	Swaziland
7 septembre	Journée de la Victoire	Mozambique
16 septembre	Ganesh Chaturthi	Île Maurice
17 septembre	Fondateur de la Nation et Journée Nationale des Héros	Angola
24 septembre	Journée du Patrimoine	Afrique du Sud
25 septembre	Journée des Forces de Armées	Mozambique
30 septembre	Journée du Botswana	Botswana
1er octobre	Jour férié	Botswana
4 octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
4 octobre	Journée de la Réconciliation/ Journée de la Paix	Mozambique
8 octobre	Fête des Mères	Malawi
12 octobre	Eid ul Fitr*	Île Maurice, Tanzanie
14 octobre	Journée Mwalimu Nyerere et Point Culminant du "Parcours de la Torche Uhuru"	Tanzanie
24 octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie

* tributaire de la visibilité lunaire